



CENTRE DE SANTE MENTALE ANGEVIN
Centre Hospitalier
Ste GEMMES S/LOIRE
BP 50089
49137 LES PONTS DE CE CEDEX

DIRECTION PLAN & TRAVAUX

**REMPLACEMENT
DETECTEURS SERIE 9 ET
COMPLEMENT DETECTION
INCENDIE BATIMENT 9/10
OUEST**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N° 110005 du 24 février 2011

Date limite de réception des offres :

21 Mars 2011 à 17h00

Pouvoir adjudicateur :

Centre de Santé Mentale Angevin
BP 50089 49137 Les Ponts de Cé Cédex
Tel : 02.41.80.79.24 fax : 02.41.80.78.47

Objet de la consultation :

**REMPLACEMENT
DETECTEURS SERIE 9 ET
COMPLEMENT DETECTION
INCENDIE BATIMENT 9/10
OUEST**

Etendue de la consultation :

Appel d'offres passé en application des articles 28 et 29 du Code des Marchés Publics

Représentant légal du Pouvoir Adjudicateur :

Monsieur SALAUN Gilles Directeur du Centre de Santé Mentale Angevin.

Comptable assignataire :

Trésorerie Publique d'Avrillé, 1 rue de Larevellière, 49035 Angers Cédex

Imputation budgétaire :

H 213.

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHÉ

1.1.1 Prestations : Marché pour remplacement détecteurs série 9 et complément détection incendie bâtiment 9/10 Ouest

1.1.2 Décomposition en lots : lot unique

1.1 Date d'effet du marché

La date d'effet du marché est la date inscrite sur l'acte d'engagement (DC 3) notifié au titulaire.

1.2 Durée d'exécution du marché

La durée des prestations est de **4 mois** à compter de la date figurant sur l'Ordre de Service de commencer les travaux..

1.3 Procédure

Procédure passée en application des articles 28 et 29 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- acte d'engagement (DC3)
- Le CCAP
- Le CCTP
- Le plan de prévention

ARTICLE 3 – DELAIS D'EXECUTION

3.1 Les délais d'exécution sont stipulés au CCTP.

ARTICLE 4 – ENTREPRISES GROUPEES

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs conjoints, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateurs pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

ARTICLE 5 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

5.1 Nature du prix

Le prix comprend toutes les dépenses résultant de l'exécution, y compris fournitures, main-d'œuvre, installations, charges, faux frais, impôts et taxes.

La TVA est de 5.5 %.

Le candidat doit obligatoirement indiquer le prix qu'il propose arrondi au centième pour chacun des lots. L'offre devra être rédigée en langue française. Les prix progressifs ne seront pas admis.

5.2 Caractère du prix

Le montant global porté au marché sera ferme et définitif.

5.3 – Caution et garantie exigées

Les candidats retenus n'auront pas à constituer de garantie financière.

ARTICLE 6– AVANCE

6.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 87 I, II et IV du code des marchés publics.

Elle est versée le cas échéant dans le délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles 88 et 94 du Code des marchés publics. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du présent marché et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du même montant selon un rythme calculé au prorata du pourcentage d'avancement.

6.2 Acomptes

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci pour la phase ou période considérée, ainsi que le prix évalué en prix de base TTC.

Cette demande d'acompte est envoyée au CESAME ;

6.3 Retenue de garantie

Les paiements seront amputés d'une retenue de garantie de 5 % du montant T.T.C. des travaux.

Toutefois les entrepreneurs auront la possibilité d'éviter la retenue de garantie s'ils fournissent pour un montant égal une caution personnelle et solidaire émanant d'un établissement financier figurant sur une liste fixée par décret.

A l'expiration du délai d'un an à compter de la date de réception, faite avec ou sans réserve, la caution est libérée ou les sommes consignées sont versées à l'entrepreneur si le maître de l'ouvrage n'a pas notifié à la caution ou au consignataire, par lettre recommandée, son opposition motivée par l'inexécution des obligations de l'entrepreneur. L'opposition abusive entraîne la condamnation de l'opposant à des dommages intérêts.

ARTICLE 7 – PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

7.1 Délai de paiement

Le paiement sera effectué dans un délai de 50 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

7.2 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement.

7.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants régulièrement acceptés est mis en œuvre selon les modalités prévues par le code des marchés publics, notamment par l'article 116 du code.

Les sous-traitants adressent leur demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire, ainsi qu'au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par l'article 98.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

7.4 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché seront établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales les indications suivantes :

Nom et adresse du créancier

Numéro de compte bancaire ou postal tel que précisé dans le DC3

Numéro du marché en cours

La date

Le service exécuté

Montant HT

Prix des prestations accessoires

Taux et montant de la TVA

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG.